

Vers la fin des malfaçons, onze ans après

Inauguré en 2001, le centre de conférences s'est révélé constellé de plus de 200 malfaçons. La plus coûteuse concerne le chauffage. Le problème sera bientôt résolu.

Cindy Roudier

cindy.roudier@centrefrance.com

La fin d'une bataille d'experts qui a duré plus de onze ans. La concrétisation de dizaines de rencontres entre les services municipaux et les assurances. Un rayon de lumière après avoir traversé une jungle de procédures administratives.

Du 4 décembre au 31 mai, des travaux seront menés au centre de conférences pour refaire le système de chauffage, de ventilation et de climatisation et créer un nouveau local technique sur le toit. « Soit il faisait un froid glacial, soit des températures tropicales », justifie Muriel Sauvegrain, adjointe au maire en charge des affaires administratives et des moyens généraux.

Ce chantier symbolisera la dernière tranche de reprise des malfaçons constatées dès l'ouverture de cet espace, en 2001, sous la mandature de Jean-Pierre Sueur, maire PS.

2,2 millions supplémentaires

Le dernier morceau mais pas le moindre, puisque le coût de cette réhabilitation est estimé à 2,2 millions d'euros. La municipalité, propriétaire du bâtiment,



PERTE. Le centre de conférences sera fermé six mois pour travaux. La perte de chiffre d'affaires pourrait être compensée par les assurances. T. BOUGOT

et qui en a confié l'exploitation à la société Orléans gestion, ne prendra que 160.000 € à sa charge. « Cela fait partie de l'accord que nous avons conclu avec les assurances, qui estiment qu'il y a un coût d'usure incompressible », détaille l'élue.

Et d'expliquer pourquoi il a fallu plus de onze ans pour que les choses rentrent dans l'ordre : « C'est le premier dossier auquel nous avons été confrontés, quelques jours seulement

après notre élection en 2001. Nous avons constaté que le chantier avait été mal suivi ou trop accéléré. Plus de 200 malfaçons avaient été notées, mais tout cela est apparu au fur et à mesure. Ensuite, il a fallu établir les responsabilités de chacun, avec les assurances des entreprises qui étaient intervenues sur le chantier. Il y a deux ou trois ans, nous avons refait une expertise judiciaire sur cette question de l'air, mais cela

n'avait rien donné. Tout le monde campait sur ses positions, d'autant que la somme en jeu est énorme. Mais nous avons fini par trouver un accord. »

Sur ce chantier, six lots de travaux ont été soumis à un appel d'offres. Le dossier sera soumis au vote au conseil municipal fin octobre. L'élue se dit donc soulagée, « mais je ne serai vraiment tranquille que le jour de la réception des travaux ». ■

REPÈRES

Malfaçons. Le centre de conférences a été inauguré en mars 2001 par le maire de l'époque, Jean-Pierre Sueur (PS). Son coût total : 61,1 millions de francs. La construction avait débuté en 1998. Dès l'été 2000, alors que l'inauguration était prévue en septembre, des « erreurs de construction majeures » concernant l'insonorisation de l'auditorium avaient entraîné le décalage de l'ouverture du centre de conférences. De même, un défaut de coordination avait été constaté. Au 1^{er} mars 2003, 206 malfaçons avaient été recensées. Des travaux de reprise ont déjà été effectués entre 2004 et 2005.

Activité. Le centre accueille en moyenne 70 manifestations par an. Selon Michèle Pepitone « L'activité n'est pas au seuil maximum, mais elle est concentrée sur certaines périodes de l'année ». Elle compte mettre à profit la période de fermeture pour réfléchir à des axes de développement qui permettraient de mieux répartir l'activité.

QUESTIONS À



MICHÈLE PEPITONE

Directrice-coordinatrice du centre de conférences

Où les manifestations seront-elles reportées ?

Dès que nous avons connu la date des travaux, nous avons contacté les clients réguliers que nous avons à cette période pour les orienter vers d'autres structures : le Zénith, le parc des expositions que nous connaissons bien. Nous avons aussi des contacts avec deux autres salles, l'espace George-Sand à Chécy et La Passerelle à Fleury, mais qui ont des configurations spécifiques. Beaucoup ont donc choisi de reporter leurs manifestations ou de les déplacer vers une autre ville. Il n'y a pas trop de dégâts collatéraux. C'est la moins mauvaise période en termes d'activités puisque nos plus gros mois sont octobre et juin.

Les problèmes du système d'air ont-ils eu des conséquences sur l'activité ?

Non, c'est resté confidentiel. Nos techniciens ont fait un travail d'orfèvre, en anticipant. Lors de la grosse vague de froid de février, nous avons rajouté des chauffages.